

# Politique

## Est de la RDC : Paul Kagame estime que la situation est « pire que jamais »

Jeune Afrique, 1<sup>er</sup> janvier 2023

Lors de ses vœux de fin d'année, samedi, le président rwandais a de nouveau attribué à Kinshasa « l'entière responsabilité » des tensions entre les deux pays.

Les combats dans l'est de la RDC entre les forces gouvernementales et le M23 ont exacerbé les tensions avec le Rwanda voisin, que la RDC accuse d'encourager les rebelles. Kigali nie toute implication.

« Après avoir dépensé des dizaines de milliards de dollars dans des opérations de maintien de la paix ces deux dernières décennies, la situation sécuritaire dans l'est du Congo est pire que jamais », a déclaré le chef de l'État rwandais lors de ses vœux de fin d'année, estimant que « l'entière responsabilité » revenait aux autorités de Kinshasa.

### « Diffamation injustifiée »

Dans un rapport publié en décembre, des experts mandatés par les Nations unies affirment avoir collecté des « preuves substantielles » démontrant « l'intervention directe des forces de défense rwandaises (RDF) sur le territoire de la RDC », au moins entre novembre 2021 et octobre 2022. L'Union européenne a appelé samedi le Rwanda à « cesser de soutenir le M23 ».

« Il est grand temps que la diffamation injustifiée à l'encontre du Rwanda cesse », a de son côté affirmé Paul Kagame.

Le M23 a conquis au cours des derniers mois de vastes pans du territoire du Nord-Kivu, province congolaise frontalière du Rwanda, progressant jusqu'à quelques dizaines de ki-

lomètres de Goma.

## Initiatives diplomatiques

Le Rwanda a à plusieurs reprises imputé la responsabilité de la crise dans l'est de la RDC aux autorités de Kinshasa et a accusé la communauté internationale de fermer les yeux sur son soutien supposé aux FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda), un mouvement de rebelles hutu rwandais dont certains sont impliqués dans le génocide des Tutsi en 1994 au Rwanda.

Présentée comme une menace par Kigali, l'existence et la violence de cette milice ont justifié les interventions rwandaises passées en territoire

congolais. Le Rwanda a de son côté accusé la RDC, où la présidentielle est prévue en décembre 2023, d'instrumentaliser le conflit à des fins électorales et d'avoir « fabriqué » un massacre qui, selon une enquête des Nations unies, a été commis fin novembre par le M23 et a coûté la vie à au moins 131 civils dans les villages de Kishishe et Bambo, selon un bilan encore provisoire.

Des initiatives diplomatiques ont été lancées pour tenter de résoudre la crise de l'est de la RDC où une force régionale est-africaine, dirigée par le Kenya, est en cours de déploiement.

Vendredi au nord de Goma, des combats ont encore opposé l'armée congolaise, appuyée par des groupes d'autodéfense, aux rebelles du M23.

**(Avec AFP)**